

« La plupart des mouvements kurdes demandent l'autonomie, pas l'indépendance »

Par Recueilli par Marianne Meunier, le 25/9/2017 à 06h03

Jordi Tejel est professeur à l'Institut d'histoire de l'université de Neuchâtel et spécialiste des Kurdes (1).

D'après lui, le référendum d'indépendance qui s'est tenu lundi 25 septembre au Kurdistan d'Irak ne peut avoir qu'un effet d'entraînement limité sur les minorités kurdes dans les autres pays du Moyen-Orient.



La Croix : Quel impact le référendum d'indépendance au Kurdistan d'Irak peut-il avoir sur les Kurdes de Syrie, d'Iran et de Turquie ?

Jordi Tejel : Un impact différent selon les pays et les mouvements politiques. Les régions kurdes de Syrie sont en ce moment sous le contrôle du Parti de l'union démocratique (PYD), qui considère que l'époque de la création d'États-nations est révolue. Dans son projet politique, il n'est plus question de donner naissance à de nouveaux États mais à une démocratie par le bas, qui n'a pas besoin de structure étatique. Il s'agit pour le PYD de partir de bases de décision au niveau du quartier, puis de passer au niveau de la ville, puis de la région, afin que le peuple décide.

Un référendum au Kurdistan d'Irak, envers et contre tout

C'est aussi la position du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en Turquie, dont le PYD est proche. Depuis des années, tous deux ont ce nouveau programme politique d'inspiration anarchiste, et sont opposés à ce référendum. Ils le considèrent comme l'expression d'un nationalisme bourgeois et classique datant du XIXe et du XXe siècles.

Il faut aussi lire cette opposition au référendum à l'aune des tensions très fortes entre ces partis et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) du président de la région du Kurdistan d'Irak, Massoud Barzani. Tout cela ne veut pas dire que des Kurdes syriens, notamment en exil, ne sont pas très favorables au référendum.

Quelle est la position des Kurdes en Iran sur le référendum des Kurdes d'Irak ?

J.T. : En Iran, le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK) est proche du PKK et partage son discours. D'autres mouvements, comme le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), sont plus proches des partis kurdes irakiens et sont donc plus favorables au référendum. Depuis quelques mois, ils tentent des actions militaires contre le gouvernement iranien. Le référendum au Kurdistan d'Irak peut les motiver davantage.

Les craintes de contagion exprimées par la Turquie et l'Iran sont-elles infondées ?

J.T. : À court terme, oui. En Turquie, le PKK n'ayant pas l'intention de créer d'entité étatique kurde, il n'implique pas, en principe, de menace politique. Il demeure néanmoins, dans sa version militaire, une menace pour la sécurité. En fait, les menaces d'Ankara au sujet du référendum sont un peu du théâtre. La Turquie a elle-même ouvert la voie à une consolidation du Kurdistan d'Irak comme État en établissant des liens politiques et économiques avec lui. Avec ses menaces, elle cherche probablement à contenter les secteurs les plus nationalistes du pays, comme l'armée. Mais il est vrai que plus la visibilité des Kurdes dans le monde est grande, plus il est difficile pour Ankara de nier les droits des Kurdes de Turquie.

Pour ce qui concerne l'Iran, malgré une recrudescence des actions armées kurdes ces derniers mois, il est difficile d'y concevoir la création d'un État kurde actuellement. Le mouvement kurde y est assez faible car la répression est très forte et la plupart des membres de la guérilla se trouvent au Kurdistan irakien. Pour l'Iran, la menace est minime et c'est par principe qu'il s'oppose au référendum.

Ne faut-il pas prendre en compte l'importante capacité de nuisance dont disposent Ankara et Téhéran ?

J.T. : La Turquie et l'Iran attendent de voir quelle sera la réaction de Massoud Barzani après les résultats. S'il adopte une position modérée afin de calmer les esprits, la Turquie elle aussi s'apaisera et limitera les possibles dégâts. La Turquie a des intérêts économiques à prendre en

compte. Le pétrole kurde qui passe sur son territoire représente pour elle des royalties, les entreprises turques qui investissent au Kurdistan irakien, ce sont des capitaux...

Est-il concevable qu'existent plusieurs États kurdes ?

J.T. : Certaines analyses expliquent qu'en effet, s'il existe un État kurde en Irak, ce sera le dernier. Comment créer deux, trois États kurdes ? Cela n'a pas de sens car, d'un point de vue international, la reconnaissance ne s'appliquerait qu'à une seule entité. Les Kurdes irakiens ne veulent pas annexer d'autres territoires. Ils n'auraient de toute façon aucune place en Turquie, où le PKK est hégémonique. Le projet étatique du Kurdistan irakien est limité au Kurdistan irakien.

Aussi, la plupart des mouvements kurdes d'Iran, de Turquie et de Syrie demandent traditionnellement l'autonomie au sein des États existants, mais pas l'indépendance. Il pourrait donc y avoir un État kurde indépendant et des autonomies plus ou moins généreuses dans les autres pays.

Recueilli par Marianne Meunier

(1) Auteur de « La question kurde : passé et présent », l'Harmattan, 2014, 144 pages, 12 €